

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Une série de contre-réformes sans précédent

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

Vingt mois après l'élection de Sarkozy, le bilan est consternant. Jamais un gouvernement n'aura autant mis à mal le système d'éducation français. Les contre-réformes se succèdent, touchant l'ensemble de la communauté éducative.

Que ce soit l'école primaire (suppression des Rased, diminution de deux heures du temps hebdomadaire d'enseignement, évaluation des élèves en CE1 et CM2, semaine de quatre jours, déclarations insultantes sur les enseignants en maternelle), le secondaire (disparition de la carte scolaire, suppression des BEP, bac pro en trois ans, modularisation de l'enseignement général, lobbying des entreprises sur les contenus des programmes, suppression de postes) ou l'enseignement supérieur (autonomie des universités, réformes des IUFM, opération campus, réforme des bourses sur critères sociaux, remplacement des prêts d'honneur d'État par des prêts bancaires), aucun secteur n'est épargné.

L'idéologie libérale appliquée à l'école

Le ministre Darcos applique toujours la même méthode, stricte, qui consiste à optimiser les moyens au détriment du système éducatif. Au ministère de l'éducation, on se presse, on oublie le dialogue social afin d'avoir une meilleure note que le ministère d'à côté. Et pour cause, il faut respecter le calendrier de Fillon qui a annoncé des suppressions massives d'emplois publics d'ici quatre ans. Les réformes structurelles de l'éducation nationale répondent donc à cette logique budgétaire. Dans le même temps, on fait rentrer les capitaux des entreprises dans les universités... Au final, non seulement le gouvernement coupe dans le budget en ignorant l'ensemble de la communauté éducative mais en plus il répond favorablement aux demandes du MEDEF !

Qui paie, décide !

Dans ce cadre, le désengagement accru de l'État conduit inexorablement les établissements scolaires à la recherche de capitaux privés afin de répondre à leurs besoins. L'éducation devratelle, comme toute marchandise, se vendre aux plus offrants ? Dans quelles conditions une entreprise souhaitera-t-elle s'engager dans le financement ou l'administration d'une formation ? Loin de la philanthropie et du mécénat, le MEDEF, quand il paie, il décide ! Le financement public est aujourd'hui la seule garantie contre les intérêts privés, là où, hier, il était la garantie contre les obscurantismes.

Aggraver les inégalités sociales

Cette politique n'aura qu'un seul effet, aggraver les inégalités sociales. L'école s'éloigne un peu plus chaque jour de son rôle : émancipation, ascension sociale, réussites collectives. De l'école primaire où l'on stigmatise les « jeunes en difficulté » dès leur plus jeune âge à l'enseignement supérieur dont l'accès est réservé aux enfants issus des classes sociales les plus aisées, l'éducation n'éduque plus. Là aussi, il faut d'abord redistribuer les richesses : métissages culturels, partage des connaissances, aides financières, apprentissage des langues, etc.

Une jeunesse révoltée ?

Au delà d'une réponse aux contreréformes gouvernementales qui s'accumulent depuis mai 2007, V. Becquet, sociologue, voit chez la jeunesse « un sentiment de dégradation des conditions d'études et de perte de valeur des diplômés sur le marché du travail », le sentiment d'appartenir à une génération sacrifiée. Nul ne doit ignorer les profonds changements qui s'opèrent dans l'éducation. La loi LRU a signé le point de non retour, la privatisation progressive des universités. C'est donc avant qu'elles ne s'appliquent, qu'il faut combattre les vellétés de Fillon et de ses équipes.

Et les socialistes ?

Les écoles primaires, les lycées, les IUFM, les IUT entrent tour à tour dans la danse de la contestation sociale. C'est maintenant aux universités, dont plusieurs ont annoncé qu'elles ne voteraient pas leur budget qui est plus que jamais soumis à des critères de « performance », de faire entendre leur voix. Des milliers de profs, parents, élèves dans les rues. Des lycéens qui s'organisent, bloquent leurs établissements, des étudiants en grève... Nous ne devons pas les laisser seuls ! À nous tous, socialistes, d'entrer dans la danse de la contestation ! À nous de leur apporter des réponses politiques, de proposer une autre voie, d'imposer d'autres choix.

Les réformes de l'éducation sont indispensables. En aucun cas, nous ne prônons l'immobilisme. C'est aux socialistes, et, a fortiori, aux jeunes socialistes de rappeler que l'éducation doit être la priorité de la République, que l'école doit être l'outil permettant à toutes et tous d'opérer des choix, de s'émanciper des contraintes et d'accéder aux savoirs et aux compétences. Affirmons le nécessaire réengagement de l'État, innovons dans l'organisation des temps scolaires, rétablissons une carte scolaire qui participe de la mixité sociale, pensons l'enseignement des S.E.S., de l'histoire mais aussi des arts et du sport comme des fondamentaux de l'apprentissage, abolissons les notions de performance et de rentabilité de l'école, imposons l'enseignement des langues.

Quand les socialistes disent que l'éducation est un droit, pas un privilège, quand ils affirment que la recherche est leur priorité, quand ils s'engagent à revenir sur toutes ces contreréformes, il créent du sens, ils redonnent espoir !

Marlène Collineau, 44